

Hebdo Canada



Ottawa, Canada.

Volume 3, No 4

le 22 janvier 1975

Revue de l'économie canadienne en 1974 et perspectives pour 1975, 1

L'île d'Anticosti, propriété de l'État, 3

Signature d'une entente pour la vente des timbres olympiques à l'étranger, 4

Prochaine visite de M. Trudeau en Europe, 4

Prime pour services insignes, 4

Un bureau de poste dans un phare, 4

La question des étudiants étrangers, 5

Participation canadienne à l'UNFICYP, 5

Halte à la déforestation au Sénégal et au Mali, 5

Programme d'échange Canada-Mexique, 5

Revue de l'économie canadienne en 1974 et perspectives pour 1975

Extraits d'une déclaration du ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Alastair Gillespie, concernant la conjoncture économique canadienne en 1974 et les perspectives pour 1975:

Le Canada est l'un des rares pays industrialisés où la production et l'emploi ont progressé sensiblement en 1974. Au Canada, le Produit national brut s'est accru d'environ 4 p. 100 en termes réels contre un taux de croissance nul dans l'ensemble des pays de l'OCDE et un déclin de la production aux États-Unis. L'emploi a augmenté lui aussi d'environ 4 p. 100.

En termes de dollars, le Produit national brut a atteint près de 140 milliards de dollars soit une hausse de plus de 17 p. 100. Cette augmentation découle en grande partie des taux d'inflation élevés qui frappent actuellement le monde industrialisé. Bien qu'au Canada le taux d'inflation soit quelque peu inférieur au taux moyen des autres pays industrialisés, il dépasse encore de beaucoup celui de 1973.

L'accroissement de la production découle surtout de l'intensification de l'activité industrielle qu'a connue le Canada au début de l'année. Au cours des derniers mois, le rythme ascensionnel de l'activité économique a ralenti en raison du climat économique international.

Ce ralentissement fait suite à plus de trois années pendant lesquelles le Canada a atteint des taux de croissance supérieurs à la moyenne et au cours desquelles l'économie canadienne a fonctionné presque à pleine capacité.

Marchés de la main-d'oeuvre

La conjoncture économique favorable a fermement soutenu le marché du travail en 1974. Le niveau de l'emploi a de nouveau grimpé plus rapidement qu'au cours de la plupart des années d'après-guerre. On a offert à peu près 350,000 nouveaux emplois, soit une hausse d'environ 4 p. 100 par rapport à 1973.

En dépit de l'augmentation des emplois et d'un taux de vacance élevé, le taux de chômage s'est maintenu à

environ 5.5 p. 100 de la population active, soit un taux presque identique à celui de 1973. L'effectif de la main-d'oeuvre a continué de s'accroître à un rythme exceptionnellement élevé.

Influences de la demande nationale

Le rendement supérieur de la croissance économique canadienne résulte surtout de la vigueur soutenue de la demande intérieure. La hausse de l'ordre de 21 p. 100 des immobilisations et en particulier l'accroissement de 38 p. 100 des investissements des entreprises de fabrication, destinés surtout à l'agrandissement de leurs installations pour éviter les pénuries, ont considérablement stimulé la demande.

La construction résidentielle a été très active pendant la première moitié de 1974 mais elle a baissé perceptiblement vers la fin de l'année en raison des taux d'intérêt plus élevés et de la réduction du crédit hypothécaire disponible dans le secteur privé.

Les dépenses à la consommation ont poursuivi leur montée, en partie grâce à l'élévation continue du revenu disponible réel par personne. Des augmentations considérables de prix, surtout au chapitre de l'alimentation, ont eu pour effet de freiner la hausse des dépenses à la consommation en termes réels.

Mais contrairement à la situation qui prévaut aux États-Unis, le volume des ventes canadiennes de véhicules automobiles n'a régressé que légèrement par rapport au niveau record établi en 1973. Les Canadiens ont également accru leurs dépenses par rapport à l'année précédente en ce qui a trait aux biens non durables et aux services. La demande d'habitations en milieu urbain demeure élevée en dépit de l'activité sans précédent du bâtiment au cours des trois dernières années.

Les dépenses gouvernementales ont continué d'exercer une forte influence stabilisatrice. Tandis qu'elles augmen-